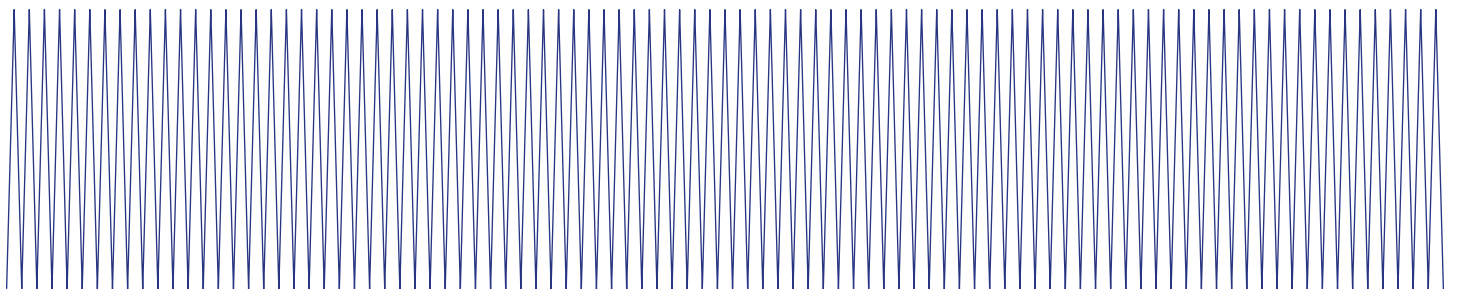


• *Le marché
du livre
en français
dans les pays
francophones
du Nord*
• *(Europe - Québec)*

Avril 2021



Note méthodologique:

Dans la perspective de l'organisation des États généraux du livre en langue française et dans la continuité du travail mené par le BIEF avec les acteurs du livre dans les pays francophones, une enquête a été réalisée en 2019 et début 2020 auprès des professionnels du livre dans 37 pays afin de recueillir des données de présentation des marchés du livre dans ces pays. Ces informations ont été synthétisées au travers de sept fiches régionales: Afrique centrale, Afrique de l'Ouest, Asie du Sud-Est, Maghreb, Océan Indien-Haïti, pays francophones du Nord (Europe et Québec) et enfin Proche-Orient.

Les données et indicateurs transmis dans ces présentations datent de 2019 et ne font donc pas état de la crise sanitaire de 2020-2021 qui a largement affecté l'économie, dont celle du livre, dans tous ces pays.

➔ Indicateurs socio-économiques

Europe – indicateurs socio-économiques

	Belgique	France	Luxembourg	Suisse
Population (millions)	11,5	68	0,6 (et environ 200 000 travailleurs frontaliers)	8,5
PIB/habitant (\$US courants)	46 420	40 493	114 704	81 993
Taux de francophones	Belgique : 40,3% ¹ FWB : 98%	97%	92%	67%
Nombre de francophones (millions)	4,6	66	0,54	5,7

Sources : Banque mondiale 2019 (population, PIB/habitant), OIF 2018 (nombre de francophones, taux de francophones)

Canada – indicateurs socio-économiques

	Canada	Québec
Population (millions)	37,5	8,4
PIB/habitant	46 194 US\$ courants	46 392 CA\$
Taux de francophones	29,8%	94,5%
Nombre de francophones (millions)	10,9	7,9

Sources : Banque mondiale 2019 (population Canada, PIB/habitant Canada), statistiques Québec (population Québec, PIB/habitant Québec), OIF (nombre de francophones, taux de francophones).

➔ Alphabétisation et illettrisme

Il n'existe que très peu de données sur les taux d'alphabétisation dans les pays ou régions francophones d'Europe ou du Québec. La scolarisation étant obligatoire et effective dans ces pays, l'analphabétisme est considéré comme inexistant, ou inférieur à 1%. Le chiffre de 99% d'alphabétisation est donc le plus communément cité dans les quelques sources disponibles. Il existe en revanche des données disponibles en matière d'illettrisme²:

- ➔ En Belgique : faute d'enquête spécifique et récente dans la population francophone, l'association Lire et Écrire estime, en 2018, qu'environ 1 adulte sur 10 connaît des difficultés en rapport avec les savoirs de base³.
- ➔ En France : la dernière enquête, menée par l'Agence nationale de lutte contre l'illettrisme, date de 2012 et indique que 2,5 millions de personnes, soit 7% de la population âgée de 18 à 65 ans résidant en France métropolitaine et ayant été scolarisée en France, sont en situation d'illettrisme.
Notons encore que l'enquête internationale PIRLS sur les niveaux de compétence en matière de compréhension à la lecture, situe la France⁴ et la Belgique⁵ en bas du classement des pays de référence (Europe et Amérique du Nord).
- ➔ Au Luxembourg : sans étude spécifique et connue menée dans le pays, les autorités luxembourgeoises estiment le taux d'illettrisme entre 3 et 7% de la population adulte.
- ➔ En Suisse : peu de statistiques récentes, mais des enquêtes menées par l'Office fédéral de la statistique⁶ estiment à près de 10% de la population le nombre de personnes qui se situent au niveau 1 (le plus bas) sur l'échelle des compétences dans la lecture de textes suivis.
- ➔ Au Québec : une enquête du PEICA⁷ publiée en octobre 2013 révèle qu'au Québec 4,1% des adultes ont de grandes difficultés concernant la lecture.

1. Estimation basée sur différentes sources disponibles, dont : <https://plus.lesoir.be/127560/article/2017-12-04/bruxelles-est-francophone-92-selon-les-declarations-fiscales> ; www.axl.cefan.ulaval.ca/europe/belgiqueetat_demo.htm ; www.lalibre.be/belgique/il-y-a-aujourd-hui-367-000-francophones-en-flandre-51b8b0afe4b0de6db9b85f5b 2. L'analphabétisme concerne les personnes qui ne savent ni lire ni écrire, et donc n'ayant jamais appris les codes écrits dans aucune langue. L'illettrisme concerne les personnes qui ont été scolarisées mais qui n'ont pas une maîtrise suffisante de la langue pour faire face aux exigences quotidiennes dans leur vie privée et sociale. 3. Voir www.lire-et-ecrire.be/En-Belgique-1-adulte-sur-10-a-des-difficultes-pour-lire-et-ecrire 4. Voir www.education.gouv.fr/pirls-2016-evaluation-internationale-des-eleves-de-cm1-en-comprehension-de-l-ecrit-evolution-des-11429 5. Voir www.enseignement.be/index.php?page=25703&ne_id=5274 6. Voir www.lire-et-ecrire.ch/centredoc/lire-et-calculer-au-quotidien-competences-des-adultes-en-suisse-rapport-national-de-630 7. Voir www.fondationalphabetisation.org/analphabetisme-les-causes/enquetes-et-statistiques

➔ Informations relatives à la place du français

Parmi les cinq pays, la France est le seul pays où le français est l'unique langue officielle. Dans les quatre autres pays, se côtoient plusieurs langues.

En Belgique, trois langues officielles existent – le néerlandais, le français et l'allemand – et une séparation territoriale des langues divise le pays en quatre zones linguistiques : le néerlandais en Flandre, le français en Wallonie, l'allemand pour les 60 000 germanophones à l'est de la Wallonie et la région Bruxelles-capitale, bilingue français-néerlandais. Cette répartition administrative ne recouvre qu'en partie l'emploi réel des langues. Sans recensement linguistique depuis 1947, et alors qu'une loi de 1961 les a interdits, le nombre de francophones est difficile à établir. Aux 3,6 millions d'habitants en Wallonie, censés être francophones, doivent s'ajouter les Bruxellois dont la langue principale serait le français. Sur la base de différentes sources et études (données linguistiques tirées des déclarations fiscales et une enquête de l'UCLouvain⁸), la population francophone de Belgique, (regroupée sous l'appellation légale « Communauté française de Belgique » ou usuelle « Fédération Wallonie-Bruxelles ») peut être estimée entre 4,3 et 4,6 millions. Auxquels pourraient s'ajouter les francophones de Flandre, estimés à 360 000 locuteurs⁹, mais ce nombre tend vraisemblablement à diminuer.

En France, malgré le nombre important de langues régionales ou minoritaires (une vingtaine en France métropolitaine, et un peu plus en Outre-mer), c'est le français qui est la seule langue nationale, dont le caractère officiel est inscrit dans la Constitution depuis 1992. Les autres langues y sont inscrites depuis 2002 comme appartenant au « patrimoine de la France ».

Le Luxembourg est un pays trilingue. Depuis 1984 et le vote de la loi sur le multilinguisme¹⁰, le luxembourgeois est la langue officielle ; la langue législative est le français ; le français, l'allemand et le luxembourgeois sont les trois langues administratives et judiciaires¹¹. Notons néanmoins que la langue luxembourgeoise est une langue surtout orale, qui ne fait pas partie de l'enseignement scolaire. Dans les classes inférieures, l'enseignement est donné en allemand, et dans les classes supérieures du lycée, en français. Le luxembourgeois rencontre un certain succès en tant que langue littéraire, mais surtout pour les livres d'enfants, écrits en luxembourgeois ou traduits depuis d'autres langues. À cette exception près, les ouvrages édités au Luxembourg le sont généralement en allemand ou en français. Les éditions bilingues et la publication simultanée d'un titre dans les deux langues sont fréquentes. Suite au grand nombre d'étrangers et d'immigrés dans le pays, l'anglais y joue également un rôle croissant au quotidien, ce qui se répercute sur les ventes de livres.

Il y a quatre langues officielles en Suisse : l'allemand, le français, l'italien et le romanche. Suivant les dernières données officielles¹² datant de 2017, entre 1970 et 2017, la part des personnes ayant indiqué le français comme langue principale passe de 18 % à 23 % sur la période – quand la part des personnes indiquant l'allemand a légèrement baissé sur la même période.

L'anglais et le français sont les deux langues officielles au Canada. Le français n'a été déclaré langue officielle que par deux provinces : le Québec, où elle est la seule langue officielle, et le Nouveau-Brunswick, où elle est langue officielle avec l'anglais. En raison du fort bilinguisme de la population, les statistiques officielles distinguent les locuteurs capables de soutenir une conversation en français (Canada 29,8 %, Québec 94,5 %) et ceux qui ne parlent que français (Canada 11,9 %, Québec 50 %). On retrouvera donc des éditeurs francophones dans différentes régions du pays, dont l'Ontario et l'Alberta, par exemple. Cependant, le marché du livre en français au Canada se concentre au Québec, et c'est donc le marché québécois qui, sauf indication contraire, sera analysé ici.

CHIFFRES-CLÉS DE L'ÉDITION

Si le français est la principale langue d'édition de livres en France, dans les quatre autres pays il n'est majoritaire qu'en données régionales, et minoritaire si l'on observe les données d'ensemble. En Suisse et en Belgique, qui sont organisées de façon fédérale, les organismes professionnels, les politiques du livre et, quand elles existent, les statistiques sur le secteur du livre se réfèrent pour la plupart à une seule région linguistique du pays.

⁸. Voir <https://plus.lesoir.be/127560/article/2017-12-04/bruxelles-est-francophone-92-selon-les-declarations-fiscales> et www.axl.cefan.ulaval.ca/europe/belgiqueetat_demo.htm ⁹. Voir www.francophonie.be/ndf/ ¹⁰. Voir <http://legilux.public.lu/eli/etat/leg/loi/1984/02/24/n1/jo> ¹¹. Voir www.men.public.lu/fr/themes-transversaux/langues-ecole-luxembourgeoise/index.html ¹². Voir www.bfs.admin.ch/bfs/fr/home/statistiques/population/langues-religions/langues.html

➔ Paysage éditorial

Nombre d'éditeurs (2018)

	France	Belgique	Suisse	Luxembourg	Québec
Organismes représentatifs	SNE (Syndicat national de l'édition)	ADEB (Association des éditeurs belges) Les Éditeurs singuliers	Livresuisse Cercle de la librairie et de l'édition	Fédération des éditeurs luxembourgeois <i>Lëtzebuenger Bichereditoreuren</i>	ANEL (Association nationale des éditeurs de livres)
Membres	720	60 ADEB 49 Les Éditeurs singuliers	120 Livresuisse 50 Cercle	22	134

En France, le principal organisme représentatif du monde éditorial est le Syndicat national de l'édition¹³ (SNE), qui revendique 720 membres et 80 % de l'édition française. Mais les chiffres du ministère estiment à 10 000 le nombre de maisons d'édition en France, sans qu'elles soient nécessairement actives. Ainsi en 2017, selon Livres hebdo¹⁴, 4 455 éditeurs ont publié au moins un titre. D'autres associations d'éditeurs coexistent à côté du SNE, notamment par spécialités (Les Éditeurs associés, L'Autre livre...).

En Belgique francophone (Fédération Wallonie-Bruxelles), deux associations se partagent la représentation d'une partie des 264 éditeurs répertoriés¹⁵. L'ADEB (Association des éditeurs belges) en représente une soixantaine, dont les acteurs les plus importants, en particulier les éditeurs de BD, Média Participations, Lefebvre-Sarrut Belgium (LSB) et Casterman. Les Éditeurs singuliers (anciennement Espace livres et création) regroupent 49 éditeurs dits « de création ».

En Suisse romande, il n'existe pas d'outil statistique qui permette de mesurer le marché (romand), que ce soit en termes d'activité éditoriale ou de chiffre d'affaires (même si des études sectorielles ou territoriales existent¹⁶). Le nombre de maisons d'édition est toutefois estimé à environ une centaine, dont une quarantaine dispose d'une structure professionnelle et une trentaine dispose d'un diffuseur-distributeur en France. Deux associations interprofessionnelles les représentent: le Cercle de la librairie et de l'édition Genève, avec une cinquantaine de membres, et l'association Livresuisse qui regroupe les trois métiers du livre (éditeur, distributeur et libraire) avec 120 membres. Parallèlement, existe l'Association suisse des éditeurs de sciences humaines et sociales (ESHS) qui compte 19 membres.

Au Luxembourg, l'association des éditeurs *Lëtzebuenger Bichereditoreuren* compte 22 membres, de langue française et/ou allemande. Plus globalement, les éditeurs estiment être une trentaine au total dont une dizaine d'entre eux est réellement présent en librairie.

Au Québec, en 2017, on compte 1 906 individus ou personnes morales qui ont effectué un dépôt légal (pour un livre papier ou numérique ou une brochure), sans que l'on sache précisément s'ils sont spécifiquement québécois. Seuls 641 d'entre eux sont répertoriés comme éditeurs commerciaux et produisent 70 % des titres publiés – les autres entités éditoriales sont des individus (autoédition: 8 % de la production en 2017), des organismes gouvernementaux (6 %), des institutions financières (2,5 %)¹⁷, etc. On estime qu'environ 300 éditeurs sont réellement actifs, tandis que le portail de l'ANEL déclare 134 membres.

¹³. Voir www.sne.fr ¹⁴. Voir www.livreshebdo.fr/article/la-production-par-editeurs-en-2017-4-455-editeurs-ont-publie-au-moins-un-titre ¹⁵. Voir https://adeb.be/annuaire_des_editeurs ¹⁶. Deux documents existent qui livrent des données partielles pour le secteur du livre: un Panorama du marché du livre réalisé en 2014 par l'ASDEL (devenue depuis lors Livresuisse), et un Panorama général et statistique de l'activité éditoriale réalisé en 2017 sur mandat de la ville de Lausanne et du canton de Vaud. ¹⁷. Voir www.stat.gouv.qc.ca/statistiques/culture/livre/edition/monographies-depot-legal-editeur.html#tri_supp=20

➔ **Production éditoriale**

Chiffres de production (2018)

	France	Belgique	Suisse	Luxembourg	Québec
Nombre de titres publiés	82 313 (<i>sources ministère/dépôt légal</i>) 106 799 (source SNE) Nouveautés et réimpressions	9 948 dont 8 034 en langue française (ADEB)	10 262 dont 1 847 en langue française (18%)	60 et 70 titres de littérature générale et jeunesse, dont une part seulement concerne le français	8 345 dont 7 296 en français
Nombre d'exemplaires	505,4 millions (SNE)	17,47 millions (ADEB)	10 millions (OFC)	NC	NC
Tirage moyen	4 732 (SNE)	2 116 (ADEB)	1 000 (estimation)	NC	2 199 (Bibliothèque et Archives nationales du Québec)

NB: À l'exception des chiffres ci-dessus, il y a peu de données détaillées de production disponibles pour la Suisse et le Luxembourg.

En France, plusieurs éléments sont à noter: si la production globale est en croissance, le nombre de nouveautés décroît légèrement, au contraire des réimpressions, en légère croissance. Le tirage moyen baisse d'année en année (il était encore de 5 991 exemplaires en 2014, 4 732 en 2018 mais 4 824 en 2019). Le nombre de volumes produits ne signifie pas volumes vendus. En 2018, 14,7% de la production s'est retrouvée au pilon¹⁸.

France – Production éditoriale et tirages moyens

	2017	2018	2019
Production en titres	104 671	106 799	107 143
<i>dont nouveautés</i>	47 538	44 968	44 660
<i>dont réimpressions</i>	57 133	61 831	62 483
Production en exemplaires (millions)	522,8	505,4	516,8
<i>dont nouveautés</i>	320,5	287,5	296,8
<i>dont réimpressions</i>	202,3	217,9	220,1
Tirage moyen nouveautés	6 742	6 393	6 645
Tirage moyen réimpressions	3 540	3 524	3 522
Tirage moyen global	4 994	4 732	4 824

Source: SNE

En Belgique francophone (FWB), la production est particulière, car marquée par trois facteurs: les éditeurs les plus importants produisent un nombre important de références dans les deux langues principales, le français et le néerlandais. Cela concerne principalement les marchés scolaire et juridique. La proximité directe du marché français (sept à huit fois plus important) fait de l'édition belge un secteur naturellement tourné vers l'exportation (64% du CA papier de l'édition francophone). Cette proximité exerce une forte incidence sur les tirages et la production éditoriale, de façon contrastée: elle fait du marché belge un marché essentiellement d'importation pour certains secteurs éditoriaux, comme la littérature, et du marché français un marché d'exportation vital pour d'autres secteurs, principalement la bande dessinée et la jeunesse.

18. Voir www.sne.fr/document/synthese-des-chiffres-de-ledition-2019-2020/

FWB – Production éditoriale des éditeurs francophones ou bilingues

	2017	2018	2019
Nombre de titres publiés	9 962	9 948	10 557
<i>dont nouveautés</i>	4 375	4 173	5 485
<i>dont réimpressions</i>	5 587	5 775	5 072
Titres publiés par langue			
<i>français</i>	7 752	8 034	nc
<i>néerlandais</i>	2 198	1 903	nc
Nombre d'exemplaires vendus (millions) [titres en français]	16,76	17,48	17,81
<i>ventes en Belgique</i>	3,74	3,40	3,58
<i>ventes à l'export</i>	13,02	14,08	14,23
Tirage moyen	2 228	2 116	2 024

Source : ADEB

Au Québec, la production éditoriale recensée est fondée sur le dépôt légal, qui ne s'applique qu'aux éditions et rééditions, à l'exclusion des réimpressions¹⁹. La différence entre la production globale et celle des éditeurs dits commerciaux, est représentée par l'autoédition en croissance constante (11%), et les organismes gouvernementaux et d'enseignement. À noter également, une diminution de 16 % en 10 ans du nombre de titres imprimés par l'édition commerciale.

Québec – Production éditoriale et tirages moyens

	2017	2018
Production globale en titres	8 523	8 345
<i>dont éditions commerciales</i>	5 984	5 771
Production par langue		
<i>français</i>	7 510	7 296
<i>anglais</i>	763	860
<i>autres langues</i>	250	177
Production en exemplaires (millions)	12,97	--
Tirage moyen global	2 168	2 199

Source : Bibliothèque et Archives nationales du Québec (BANQ)

Des cinq pays, c'est en France que les tirages sont les plus élevés : en 2018, en moyenne 4 732 exemplaires sont produits par titre, et même 6 393 pour les nouveautés. En Belgique francophone, ils sont deux à trois fois inférieurs et s'établissent à 2 116 exemplaires par titre. En Suisse, le tirage initial moyen tourne autour de 1 000 exemplaires²⁰. Au Luxembourg, de tels chiffres ne sont atteints que pour les livres jeunesse et certains beaux livres, tandis que les tirages de littérature générale se situent entre 500 et 1 000 exemplaires. La taille des pays peut donc sembler être le critère le plus évident, mais il doit s'évaluer avec trois autres critères : le type de production, le marché réel et la distribution (mode d'accès au public). Il y a des ouvrages destinés strictement au marché intérieur du pays, soit par leur thème (livres scolaires, régionalistes, juridiques...), soit par leur distribution uniquement locale. Et il y a les ouvrages dont le marché réel excède les frontières du pays, ce qui leur permet une diffusion plus large. Un exemple parlant est celui de la production belge en bande dessinée, qui représente plus de 50 % de l'édition belge et est largement exportée, entraînant des tirages plus importants.

➤ Chiffres d'affaires et domaines éditoriaux

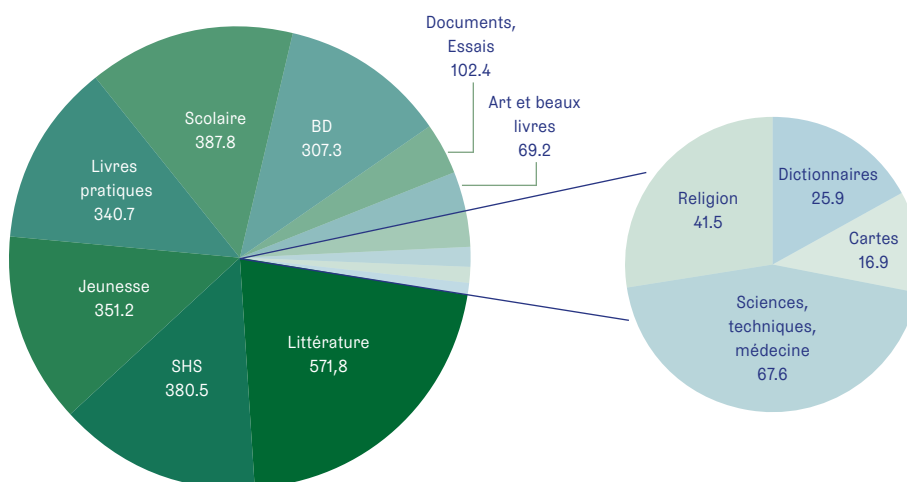
En France, selon les statistiques du SNE de 2019, le chiffre d'affaires des éditeurs s'élève à 2,806 milliards d'euros²¹ (dont 2,665 milliards d'euros proviennent de la vente de livres et 141 millions d'euros de la cession des droits). La littérature constitue le premier segment en valeur (571,8 millions d'euros soit 21,5 % du marché) avec 24,9 % des exemplaires vendus. Après le scolaire, le segment le plus important est celui des sciences humaines et sociales

¹⁹. Voir www.stat.gouv.qc.ca/statistiques/culture/livre/edition/monographies-depot-legal-editeur.html#tri_supp=20

²⁰. 1 100 en Vaud et entre 800 et 1 300 d'après les professionnels interrogés. ²¹. En 2018, sur ce chiffre d'affaires, les ventes à l'export représentaient 665,2 millions d'euros.

avec 380,5 millions d'euros de chiffre d'affaires, soit 14,3% en valeur mais 4,4% en nombre d'exemplaires vendus. Au sein de ce secteur, l'édition juridique, numérique compris, pèse 67%. Viennent ensuite les livres jeunesse, qui représentent 19,6% des exemplaires vendus et 13,2% de la valeur des ventes (soit 351,2 millions d'euros).

Chiffres d'affaires des éditeurs français - 2019
(en millions d'euros)



Source: SNE

La structuration de l'édition et du marché belge francophone est atypique à plusieurs égards. Par exemple, nous avons déjà vu que la part de l'export est prépondérante. Par ailleurs, la bande dessinée représente 51,75% de l'activité, et est largement exportée (à hauteur de 87% de son chiffre d'affaires papier). À titre de comparaison, en France, la BD compte pour 11,5% du chiffre d'affaires. Il faut noter cependant que certains des éditeurs BD appartiennent au groupe franco-belge Média Participations (Dargaud, Lombard, Dupuis) ou à Madrigall (Casterman). Il peut donc être difficile de départager les parts belge et française de ces maisons. Enfin, il faut noter que la production en littérature est particulièrement faible, non pas en qualité, mais en quantité (moins de 1% du CA). Le marché de la littérature est aussi occupé par les éditeurs français. Ce double mouvement qui caractérise la BD et la littérature montre le degré d'attractivité du marché français et marque une relation d'interpénétration. Une autre particularité du secteur éditorial en Belgique francophone concerne le livre scolaire. Les trois principaux éditeurs d'ouvrages destinés au public francophone sont des sociétés flamandes disposant d'antennes installées en Wallonie²², dont certaines appartiennent à des groupes internationaux.

Évolution du chiffre d'affaires des éditeurs belges - 2017-2019
(en millions d'euros)

	2017	2018	2019
CA total éditeurs	266,79	268,29	270,93
<i>dont CA papier</i>	192,34	194,88	196,76
<i>dont CA papier en français</i>	134,89	138,06	140,99
<i>dont CA papier en français exporté</i>	83,21	88,5	89,59

Source: ADEB 2020

En Suisse, assez peu de données sur la production et le marché du livre sont disponibles. Selon l'Office fédéral de la culture²³, en Suisse romande, les ventes sont estimées à 10 millions d'exemplaires en 2018, dont 80% de livres importés. Les livres les plus achetés sont les romans, devant les livres et guides pratiques et les livres jeunesse. À souligner, en littérature, la relative importance de l'édition régionaliste. L'étude réalisée en 2017, *Panorama général et statistique de l'activité éditoriale*, fournit quelques éléments, sur la base d'une cinquantaine d'éditeurs, dont certains parmi les plus importants de Suisse romande. Elle relève que 34% des titres publiés dans le canton de Vaud sont des livres

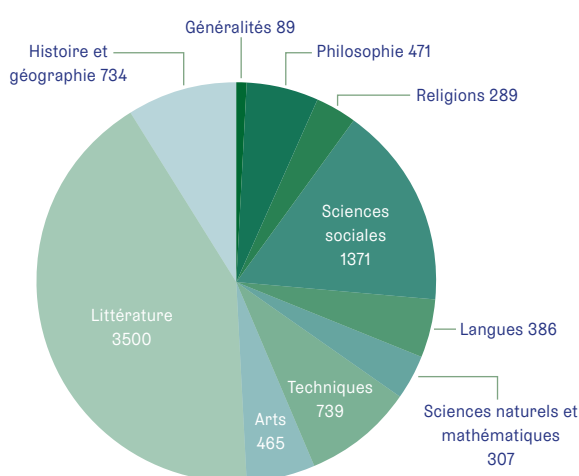
²². Il s'agit par exemple de Plantyn Uitgeverij qui fait partie de la société d'édition pédagogique hollandaise Infinitas Learning, formée suite à l'achat par Bridgepoint Capital de la division éducative de Wolters Kluwer; Van In Uitgeverij a repris la division scolaire des éditions De Boeck, et appartient au groupe d'édition finlandais SANOMA; Erasme fait partie du groupe belge Averbode, sous la coupole de l'Abbaye des Norbertins d'Averbode en Flandre. ²³. Voir www.bak.admin.ch/bak/fr/home/documentation/statistiques-culturelles.html

de littérature générale suivis par les sciences humaines et sociales qui, toujours à titre indicatif, représentent 10 % des titres. Bien que ce seul canton ne puisse donner qu'une image partielle du secteur du livre en Suisse romande, son poids (environ 50 % de la population et une majorité d'éditeurs) semble significatif en termes de tendances. Ainsi de la littérature qui, au contraire de l'autre marché francophone contigu à la France qu'est la Belgique, reste un secteur éditorial important.

Il y a très peu d'informations concernant le Luxembourg. Les éditeurs interrogés estiment que 30 à 35 titres de littérature générale sont publiés par an. Le livre jeunesse est le deuxième domaine de production (25 à 30 titres par an).

Au Québec, les données de l'Institut de la statistique du Québec montrent que les ventes de livres représentent 613,8 millions de dollars canadiens. Il faut se référer aux chiffres de production pour avoir une image du poids de chaque secteur éditorial. C'est très nettement la littérature qui domine la production éditoriale puisqu'elle représente 41% de l'ensemble. La production en sciences sociales, quant à elle, a fortement diminué : d'un niveau égal à la littérature en 2008, elle n'occupe plus que 16 % en 2018. Par contre elle domine en numérique, suivie par la littérature (31% et 25 % respectivement).

Secteurs éditoriaux – par nombre de titres – Québec (2018)



Source : Bibliothèque et Archives nationales du Québec (BANQ)

→ L'édition numérique

Chiffre d'affaires de l'édition numérique et papier (2018)

	Belgique	France	Québec
CA édition papier	194,88 M€	2 524,7 M€	613,8 M CA\$
CA édition numérique	64,65 M€	212,64 M€	5,7 M CA\$

Sources : SNE (chiffre d'affaires des éditeurs hors vente de droits – France); ADEB (chiffre d'affaires des éditeurs – Belgique); Institut de la statistique du Québec (chiffre d'affaires public final – Québec); pas de données pour la Suisse et le Luxembourg

Les livres numériques représentent, en France, environ 8,4 % du chiffre d'affaires des éditeurs. Les ventes correspondent majoritairement à des ouvrages professionnels et universitaires (74 %), les autres catégories éditoriales étant la littérature (13 %), les livres grand public hors littérature (9 %) et le scolaire (4 %). Selon les données DILICOM²⁴ (mai 2019), 1 557 éditeurs éditent en numérique, et 328 965 livres numériques sont disponibles à la vente.

En Belgique, 25 % du chiffre d'affaires des éditeurs est réalisé par les ventes de livres numériques. Et le secteur sciences humaines, qui englobe le juridique et les publications universitaires, génère 91 % du chiffre d'affaires de livres numériques en langue française. Les autres catégories éditoriales restent donc marginales. Comme pour la France, le livre numérique est donc porté par le secteur des SHS, mais dans une plus forte proportion, effet probable de la faiblesse du secteur littéraire.

24. Voir www.sne.fr/document/synthese-des-chiffres-de-ledition-2018-2019

En Suisse, en l'absence de chiffres précis, on constate que les éditeurs vaudois avaient en 2016 12% de titres numériques au catalogue. Au Luxembourg, en revanche, les éditeurs affirment que l'édition numérique est marginale. Au Québec, les ventes de livres numériques représentent un montant de 5,7 M CA\$ en 2018, en baisse depuis 2016 (les ventes de livres numériques représentaient alors 7,7 M CA\$).

➔ **Les échanges commerciaux entre pays francophones du Nord**

CA d'exportation depuis la France vers les pays francophones du Nord – 2015 - 2019 (en K€)

	Belgique	Luxembourg	Suisse	Canada
2015	172 699	7 363	116 512	74 092
2018	167 673	7 515	98 541	80 293
2019	170 084	8 368	104 436	75 663

Source : Centrale de l'édition

Les éditeurs des pays étudiés s'appuient parfois de manière significative sur les ventes réalisées à l'export. Le chiffre d'affaires export du livre français en 2018 est de 665,20 M€, soit 19,8% du chiffre d'affaires du secteur. De ces exportations, 53,2% vont vers les pays francophones du Nord (Belgique, Suisse, Luxembourg, Canada)²⁵. La Belgique et la Suisse sont les deux premiers marchés d'exportation depuis la France. Les deux pays totalisent 40% des ventes hors de France des éditeurs français en 2018²⁶. Ensuite vient le Canada, sans que l'on puisse distinguer le Québec du reste du pays.

En Belgique, selon une étude de l'université de Liège (Lentic) et de l'Adeb, les livres importés de France représentent 74% des ventes, tandis qu'en Suisse le chiffre atteint les 80%. Le Luxembourg apparaît moins lié aux ventes des éditeurs français mais la réalité de ce constat doit être nuancée : les livres français de groupes comme Hachette, Editis et Média Participations transitent par la Belgique avant de se retrouver dans les librairies luxembourgeoises ; 50 à 60% des livres importés de France passent par ces distributeurs belges et apparaissent donc, dans les chiffres ci-dessus, comme des exportations vers la Belgique et non pas vers le Luxembourg.

Si le marché belge est fortement impacté par ces importations, en contrepartie les éditeurs belges francophones exportent beaucoup : 64% du chiffre d'affaires des éditeurs belges francophones en 2018 a été réalisé à l'étranger. L'exportation est portée en particulier par le secteur de la BD, qui a représenté en 2018 près de 82 millions d'euros, dont 70 millions réalisés à l'export. Le livre jeunesse belge (dont le CA est de 8,35 millions d'euros) est également exporté pour la plus grande partie de sa production (91% du CA), d'abord vers la France, ensuite vers les autres pays francophones du Nord et plus marginalement vers le grand export, où ce sont les cessions de droits qui prévalent. Précisons encore, en ce qui concerne les exportations de livres belges vers la Suisse, que certains éditeurs passent par la distribution française et ne peuvent donc pas être comptabilisés séparément.

En Suisse, l'exportation, principalement vers la France, représente 30 à 50% des ventes en fonction des éditeurs, et même jusqu'à 70% pour les plus grandes maisons suisses. Cependant, les éditeurs suisses interrogés mentionnent des obstacles à l'exportation, comme la baisse du cours de change du franc suisse face à l'euro, qui a fait chuter de 20% le chiffre d'affaires des éditeurs suisses à l'export au cours des dernières années.

Les éditeurs luxembourgeois, en revanche, peinent à acquérir une visibilité sur les marchés voisins et exportent très peu.

En ce qui concerne le Canada, et donc principalement le Québec, les termes de l'échange sont différents. Au regard des populations francophones, le Canada importe moitié moins que la Belgique (80,3 contre 167,60 M€), alors que sa population est deux fois plus importante. Et il exporte cinq fois moins. L'édition étrangère n'y est pourtant pas négligeable.

²⁵. Selon les chiffres de la Centrale de l'édition, sur un total export de 665 millions d'euros en 2018, les marchés européens représentent 417,4 millions d'euros (Union européenne, Europe de l'Ouest hors U.E. et Europe de l'Est). Si l'on extrait les quatre pays francophones (Belgique, France, Luxembourg, Suisse) ce montant export pour l'espace européen non francophone est de 143 M€. Parmi les dix premiers pays en CA, on trouve le Royaume-Uni (29 M€), l'Espagne (27 M€), l'Allemagne (23,9 M€), la Pologne (20,6 M€), l'Italie (16,7 M€), la Slovaquie (4 M€), les Pays-Bas (3,7 M€), le Portugal (1,8 M€), le Danemark (1,7 M€) et la République tchèque (1,7 M€).

²⁶. Calcul d'après les chiffres de la Centrale de l'édition.

CIRCUITS DE VENTE ET COMMERCIALISATION

➔ La distribution

Une des caractéristiques de la distribution en France, par rapport à d'autres pays, est qu'elle s'est construite autour de pôles éditoriaux devenus au fil du temps des groupes éditoriaux de plus en plus concentrés et verticaux. Or, cette façon dont la distribution du livre s'est structurée en France conditionne aussi, certes à des degrés divers, les circuits de distribution dans les pays voisins.

En Belgique, ce sont ces groupes français qui assurent la plus grande part de la distribution. Les éditeurs belges ont d'ailleurs parfois choisi de s'y adosser, en se faisant distribuer par les antennes locales de ces groupes lorsqu'il y en a (Dilibel pour le groupe Hachette et Interforum Benelux), ou à partir des sites centraux situés sur le territoire français. À noter qu'Interforum a décidé de fermer son antenne belge au printemps 2021.

Pour le Luxembourg, la situation est identique, avec la particularité déjà mentionnée que les groupes français ayant une filiale en Belgique approvisionnent le marché par leur intermédiaire.

La Suisse quant à elle ne s'aligne sur ce modèle que partiellement. La distribution s'appuie essentiellement sur quelques distributeurs locaux dont trois sont principalement actifs : OLF, Servidis et Dargaud Suisse, lesquels distribuent également les groupes français.

Au Québec, une bonne quinzaine de diffuseurs²⁷ se partagent le marché. Là aussi on y trouve quelques grands acteurs français : Hachette Canada, Interforum Canada, Gallimard, Flammarion, à côté de diffuseurs locaux comme Léméac, Héritage, Ulysse... Parmi les distributeurs, on trouve la Socadis, filiale du groupe Madrigall, ADP (groupe Québecor) qui assure la distribution d'Hachette, ou encore Dimedia.

➔ Système de prix et prix moyen

Dans les cinq pays, les systèmes de prix du livre diffèrent. La France, la Belgique et le Luxembourg fonctionnent selon un système de prix unique alors qu'en Suisse et au Québec, les prix du livre sont libres.

- ➔ Depuis 1981, la France dispose d'une loi sur le prix unique du livre qui limite la concurrence sur le prix de vente au public du livre afin de protéger la filière et de développer la lecture.
- ➔ La Belgique dispose aujourd'hui d'un système de prix unique équivalent, via le décret sur la protection culturelle du livre. C'est d'abord la Flandre qui a instauré son propre décret pour le livre en langue néerlandaise, suivie par la Wallonie en octobre 2017 pour le livre en langue française. Le cas de Bruxelles, région bilingue, a entraîné quelque peu : les deux communautés ont dû signer un accord de coopération, et les décrets ont été effectifs en avril 2019.
- ➔ En Suisse, l'instauration d'une loi fédérale instituant un prix unique du livre a été mise en échec par référendum en 2012 qui l'a rejetée massivement (à hauteur de 56 %). C'est donc le régime du prix conseillé qui prévaut.
- ➔ Au Luxembourg, bien qu'il n'existe pas d'obligation légale, les livres sont dans la pratique vendus au même prix dans toutes les librairies, selon un accord interprofessionnel. Ils suivent l'usage du « prix conseillé » par l'éditeur, ou l'importateur.
- ➔ Au Québec, il n'y a pas de prix unique – malgré un projet de loi qui a été abandonné courant 2012. Il existe en revanche, depuis 1981, une loi qui régit les pratiques commerciales des acteurs de la chaîne du livre²⁸, de façon à assurer à chacun une part (la plus équitable possible) des revenus tirés du commerce du livre. Elle accorde un statut privilégié, sous forme d'un agrément, à certaines librairies, ce qui leur permet de bénéficier de tous les achats des acheteurs institutionnels situés dans leur région administrative.

Les taux de TVA sont identiques pour le livre papier et le livre numérique dans les cinq pays, à savoir : Belgique 6 % ; France 5,5 % (mais 2,1 % en Corse, Guadeloupe, Martinique et à La Réunion) ; Luxembourg 3 % ; Suisse 2,5 % ; Québec 5 % (taxe sur les produits et services).

²⁷. Voir www.adelf.qc.ca/membres/liste-des-membres ²⁸. Loi sur le développement des entreprises québécoises dans le domaine du livre (chapitre D-8.1).

Système de prix

	France	Belgique	Luxembourg	Suisse	Québec
TVA sur le livre	5,5 %	6 %	3 %	2,5 %	5 %
Système de prix	Prix unique (loi)	Prix unique (décret)	Prix unique (accord inter-professionnel)	Prix libre	Prix libre

Les données concernant le prix moyen du livre varient d'un pays à l'autre et sont souvent imprécises.

- En France (comme partout), on trouve peu de données sur le sujet. Une des sources possibles est l'Observatoire de la librairie, piloté par le Syndicat de la librairie française (SLF), et qui permet aux libraires adhérents de suivre leurs ventes. Le CA net ventes HT divisé par le nombre d'exemplaires vendus par les librairies de l'Observatoire en 2019 donne un prix moyen de 12,23 euros. Il était de 11,96 euros l'année précédente. La hausse est en grande partie due au poids du livre scolaire en 2019 (année de renouvellement des programmes secondaires). Hors scolaire, le prix moyen des livres vendus est de 12 euros. Les données de l'Observatoire ne permettent pas de calculer le panier moyen d'achat en librairie.
- Pour la Belgique, nous disposons de chiffres indiquant que les lecteurs belges (sur l'ensemble des régions linguistiques) ont acheté en moyenne 9 livres en 2019, pour un budget moyen de 127,60 €, soit un prix moyen estimé d'un peu plus de 14 €. Pour la Fédération Wallonie Bruxelles elle-même, des statistiques suivies entre 2012 et 2017 donnent un panier et un prix moyen assez semblables, allant de 26,90 € à 29,30 € pour le panier moyen, et de 12,85 € à 13,50 € pour le prix moyen²⁹. En plus de ces données, un sondage auprès des libraires indépendantes de premier niveau donne respectivement pour 2018 et 2019, un panier moyen de 30,70 € et un prix moyen de 15,30 €. Ces prix s'entendent tous formats confondus. Rappelons que beaucoup de livres importés de France³⁰ sont grevés d'un mark up (appelé aussi tabelle) qui consiste à majorer les prix fixés par les éditeurs français de 10 à 17 %. À noter cependant que l'introduction du décret sur le prix fixe du livre oblige ces distributeurs à diminuer progressivement ce mark up : 8 % en 2019, 4 % en 2020, 0 % par la suite.
- Au Luxembourg, les libraires estiment que les livres de production locale sont plus chers qu'en France, et que leur prix moyen tourne autour de 20 €. En ce qui concerne les livres importés, les libraires appliquent le prix français sauf pour les livres importés via la Belgique, vendus au prix belge parfois donc majoré par la tabelle.
- En Suisse, les livres importés sont grevés d'une tabelle pouvant aller, en fonction des catégories et des diffuseurs de 15 % (souvent le scolaire), ou plus³¹.
- Pour le Québec, on dispose de chiffres assez précis, publiés par la Bibliothèque et Archives nationales du Québec (BANQ). Sur 10 ans, entre 2009 et 2018, le prix moyen des livres est passé de 30,84 CA\$ à 27,19 CA\$; cela donne une diminution de 24,20 % en valeur et en tenant compte de l'inflation. Le prix moyen du livre numérique est passé de 11,65 \$ en 2009 à 12,09 \$ en 2018.

→ La vente au détail

En France, selon le Syndicat de la librairie française (SLF), sur les 25 000 points de vente du livre en France, 15 000 commerces exercent une activité régulière de vente de livres et 2 500 à 3 000 librairies exercent la vente de livres de manière significative ou principale. Les 1 200 premières librairies constituent 60 à 75 % du chiffre d'affaires des éditeurs³². Le chiffre d'affaires global réalisé par l'ensemble des points de vente est estimé à près de 4 milliards d'euros.

Les chiffres de ventes par circuit peuvent différer en fonction des sondages et enquêtes effectués. Selon les données GfK de 2018, les librairies dites de premier niveau représentent 24,5 % du total des ventes, les librairies de deuxième niveau et les ventes réalisées sur Internet 30,4 %, les grandes surfaces spécialisées 29,7 % et les grandes surfaces alimentaires 15,5 %. L'étude XERFI³³ sur la situation économique et financière des librairies en 2018 donne les chiffres et précisions suivants : les librairies de premier niveau ont une part de marché

²⁹. Service général des lettres et du livre de la Fédération Wallonie-Bruxelles ³⁰. Cela concerne les livres d'Hachette et Editis.

³¹. Voir www.payot.ch/fr/notre-entreprise/communication/le-prix-des-livres-en-cinq-questions-reponses ³². Voir www.syndicat-librairie.fr/environnement_sectoriel_combien_de_librairies_33. Voir www.lesrencontresnationalesdelibrairie.fr/2019/06/etudes/

de 33%, celles de deuxième niveau 7%, les grandes surfaces culturelles 34%, les *pure players* de la vente en ligne 16,5%, les grandes surfaces alimentaires 7,5% et les autres circuits de distribution (courtage, soldeur, écoles, marchés, jardinerie, etc.) 2%.

En Belgique, les points de vente de la Fédération Wallonie Bruxelles qui comprennent à la fois les librairies dont le livre est l'activité principale et les points presse, sont estimés à 1 100. Les premières sont pour la plupart membres du Syndicat des libraires francophones de Belgique (SLFB), qui regroupe 60 librairies, et auxquelles il faut ajouter une dizaine de librairies non-membres, mais toutes ayant obtenu le label « Le libraire » décerné par le Service général des lettres et du livre de la Fédération Wallonie Bruxelles. Selon les données 2017 transmises par le Service général des lettres et du livre de la FWB, les librairies de premier niveau réalisent 50,7% de la valeur des ventes, les librairies de deuxième niveau 10%, les grandes surfaces non spécialisées 18,3%, les ventes directes 10,4%, les clubs de lecture 7,5% et les autres points de vente 3,2%.

Pour la Suisse et le Luxembourg, peu de données précises concernent les réseaux de vente. En Suisse romande, si l'on se base sur les adhérents aux associations de libraires, le nombre de librairies doit être d'environ 70. Parmi elles, l'enseigne Payot regroupe 12 librairies, et pèse donc d'un poids particulièrement important.

Au Luxembourg, la Fédération luxembourgeoise des libraires³⁴ regroupe 18 librairies, dont 6 reprises sous l'enseigne Ernster. Les librairies sont toutes plurilingues, bien que certaines aient un profil davantage francophone que d'autres.

Au Québec, l'Association des libraires du Québec (ALQ) regroupe les librairies indépendantes et représente 134 librairies. Parallèlement, une centaine de librairies indépendantes du Québec, des Maritimes et de l'Ontario, se sont associées en coopérative, sous la bannière « Leslibraires.ca », centrée sur la mutualisation des moyens et la communication des libraires. Une chaîne de librairie importante s'est constituée au fil des années, Renaud-Bray, par le rachat d'une série de librairies dont les librairies Archambault, et regroupe aujourd'hui une trentaine de librairies sur le territoire du Québec. Elle représenterait près de 40% des parts de marché dans la vente de livres au Québec³⁵. En 2018, selon l'institut de la statistique du Québec³⁶, la répartition des ventes de livres neufs selon les points de vente se fait comme suit : 38% des ventes finales se font en librairies indépendantes (c'est-à-dire qui n'appartiennent pas à une chaîne), 27% en librairies appartenant à une chaîne, 20% par les éditeurs eux-mêmes (ventes directes aux particuliers et aux institutions), 8% en grandes surfaces à rabais, 3% par les distributeurs et 3% par les autres détaillants (grands magasins, papeteries, kiosques, pharmacies, etc.).

→ Ventes en ligne

De manière générale, on ne dispose que de peu de données précises sur la vente en ligne. Sur tous les marchés francophones, le poids des plateformes internationales est prépondérant, mais elles ne communiquent pas leurs chiffres. On sait qu'Amazon à lui seul occupe une position dominante. À côté de ces géants, le réseau des librairies, chaînes et indépendantes, tente de se positionner, tant sur le livre papier qu'en numérique. Ce qui en est dit ici n'est donc que très succinct et très partiel.

En France la part de marché de la vente en ligne, selon l'étude XERFI citée, est de 16,5%, tandis que selon le ministère de la Culture elle représente 21% de la valeur des ventes. C'est dire la difficulté à la chiffrer correctement. Du côté des librairies, sont actives sur la vente en ligne des chaînes (dont la Fnac) ainsi que les regroupements de librairies indépendantes. À côté de ces acteurs se sont également installés des *pure players*, c'est-à-dire des librairies 100% numérique.

En Belgique, en Suisse et au Luxembourg, en dehors des ventes effectuées par les libraires (chaînes et indépendants) ou directement par les éditeurs locaux, on retrouve le poids des acteurs opérant depuis la France. Les chiffres de vente de ces marchés sont donc partiellement inclus dans les quelques données françaises disponibles. Cette interdépendance est évidemment moindre au Québec, impacté plus directement par sa proximité avec le marché américain.

Entretiens menés par: Inge Orłowski

Écriture et relecture: Philippe Goffe

Coordination: Pierre Myszkowski et Clémence Thierry

³⁴. Voir www.libraires.lu/librairies-de-a-agrave-z.html ³⁵. Voir www.ledevoir.com/lire/490287/cris-d-alar-me-des-libraires-devant
³⁶. Voir www.stat.gouv.qc.ca

INTERLOCUTEURS

Belgique

Benoît Dubois - *directeur de l'Association des éditeurs belges (ADEB)*

Luxembourg

Ian de Toffoli - *Hydre éditions, président de Bicheurediteuren*

Marc Binsfeld - *Éditions Guy Binsfeld*

Brigitte Blessemaille - *libraire à la librairie Alinéa*

Jean-Claude Henckes et Olivier Schillen - *Librairie Ernster*

Québec

Simon de Jocas - *éditions 400 coups, président de Québec édition*

Suisse

Olivier Babel - *secrétaire général de Livresuisse*

Jean-Baptiste Dufour - *directeur commercial de Servidis*

Jean Richard - *directeur des Editions d'en bas*

Pascal Vandenberghe - *directeur des librairies Payot*

Avec le soutien de



En partenariat avec

